



SNUDI FORCE OUVRIERE 13

Syndicat National Unifié des Directeurs, Instituteurs et professeurs des écoles
Force Ouvrière de l'enseignement public

13, Rue de l'Académie 13001 - Marseille. TEL.: 04 91 00 34 22 – 06 20 76 11 87. FAX.: 04 91 33 55 62

www.snudifo13.org – contact@snudifo13.org

A afficher SVP

RASED : faux recul, vraie manoeuvre du ministre !

L'exigence demeure : maintien de tous les enseignants spécialisés dans les RASED ! Retrait des 3000 suppressions de postes RASED !

A quelques semaines du début des opérations de carte scolaire pour la préparation de la prochaine rentrée, confronté au rejet persistant et déterminé de ses mesures et en particulier de la suppression programmée des 3 000 postes d'enseignants spécialisés des RASED, le ministre Darcos a annoncé le 6 janvier que 1500 postes E et G seraient "sédentarisés" sur une école, les 1500 autres seraient des « faisant fonction » (enseignants non spécialisés exerçant sur postes E) devant réintégrer un poste-classe.

Si la mobilisation contre la suppression de 3 000 postes de RASED n'est pas étrangère à cette annonce, constatons que le ministre procède à un simple réaménagement qui reste conforme à ses orientations et ne modifie rien sur le fond.

En "sédentarisant" 1 500 maîtres de RASED sur une école, le ministre persiste dans la voie de la destruction des postes RASED en transformant ces personnels en maîtres "surnuméraires" dans l'objectif que « chaque école soit dotée d'un maître ressource » ... comme il l'avait d'ailleurs annoncé le 3 décembre dernier.

Ainsi les enseignants spécialisés concernés se verraient imposer une redéfinition de leur mission... en dehors de toute réglementation !

Pour le SNUDI-FO, l'annonce du ministre relève d'une manoeuvre pour tenter d'endiguer la mobilisation, quelques semaines avant l'examen des mesures de carte scolaire pour la prochaine rentrée.

L'annonce du ministre reste conforme au « Protocole de discussion » que FO a refusé de signer.

Rappelons les principes du "protocole de discussion" signé le 9 novembre 2007 par le SNUipp, le SE-UNSA et le SGEN-CFDT : « L'école est le lieu pertinent d'organisation des pratiques reposant notamment sur (...) l'autonomie et la responsabilité des équipes (...) », puis du "relevé de conclusions" signé le 5 février 2008 par le SE-UNSA et le SGEN-CFDT : « L'instance la mieux à même d'élaborer

un dispositif adapté est le conseil des maîtres »...

Par ailleurs, le ministre a rappelé le 8 janvier (AEF) que « les recteurs disposent de toute une gamme de réponses en fonction de la situation de l'enfant : pédagogie différenciée, aide personnalisée, stages de remise à niveau, maîtres surnuméraires... » reprenant le principe entériné par le "relevé de conclusions" « il n'y a pas de dispositif national unique » comme le sont les missions des enseignants des RASED dans tout le pays, jusqu'à présent.

Des dispositifs divers et variés, déréglés et différents d'une école à l'autre (ou d'un EPEP à l'autre !), contre l'existence des RASED, tel est bien l'objectif du ministre !

En commençant par "sédentarisier" 1 500 enseignants spécialisés, ce qui conduirait bien à la suppression annoncée des 3 000 postes dans les Rased !

La "sédentarisation" des enseignants spécialisés, comme la remise en cause des règles départementales du mouvement 2009 sur injonction du ministre, s'inscrit clairement dans l'objectif ministériel d'autonomie des écoles (l'école devenant son "propre recours" selon les mots du ministre Allègre !) dont l'aboutissement serait la mise en place des EPEP.

Face aux manoeuvres diverses et variées visant à nous faire avaler la disparition du dispositif national des enseignants spécialisés E et G exerçant dans les RASED, le SNUDI-FO estime que l'exigence demeure : maintien de tous les enseignants spécialisés dans les RASED, retrait des 3000 suppressions de postes E et G des RASED !

Par ailleurs, parce que le dispositif de l'"aide personnalisée" et les "stages de remise à niveau" qui le prolongent sont les arguments officiels de la destruction programmée de l'enseignement spécialisé, le SNUDI-FO réitère sa proposition au SNUipp et au SE-UNSA d'appeler ensemble tous les collègues à stopper immédiatement l'"aide personnalisée", d'engager dès maintenant ensemble la campagne contre l'organisation des "stages de remise à niveau", puis de demander ensemble audience à l'Inspecteur d'Académie pour l'en informer.

LE SNUDI-FO APPELLE LES PERSONNELS DU 1er DEGRE A PARTICIPER A LA GREVE INTERPROFESSIONNELLE LE JEUDI 29 JANVIER

- Pour l'abandon des décrets DARCOS instaurant les 108 h annualisées
- Pour l'abandon de la proposition de loi créant les E.P.E.P.
- Pour l'annulation des milliers de suppressions de postes d'enseignants du 1er degré prévues à la rentrée 2009 et en particulier les 3 000 suppressions de postes de RASED
- Pour le respect du droit aux réunions syndicales sur le temps de travail
- POUR LA DEFENSE DU STATUT DE FONCTIONNAIRE D'ETAT et des garanties qui s'y rattachent, notamment le maintien des règles départementales de mouvement .